

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 42 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 21 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 10 fr.	Trois mois... 7 fr.
Chèque postal : N. Faucier 1165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

CINQ GALONS !

Et voilà cette affaire Léon, officiellement close.

L'on a même déblité toutes sortes de roseries à ce sujet. L'on a prétendu que ceux qui l'avaient soulevée n'avaient pas demandé mieux que de la laisser étouffer, s'étant trop tard aperçus que le médecin-colonel disposait de protections puissantes et qu'ils tenaient à ménager.

Quoi qu'il en soit, l'affaire est réglée et l'on ne s'en soucie déjà pas plus que des morts de cet hiver de l'armée de Rhénanie.

Quant aux nombreuses familles qui ont de leurs enfants « sous les drapeaux » il ne semble pas qu'elles se soient émuës outre mesure des uns ou des autres de ces accidents.

Nous n'apprécions pas, nous constatons.

M. Painlevé, ministre de la Guerre, a eu une réflexion charmante à l'égard des honorables qui, avec plus ou moins d'enthousiasme s'étaient enfin décidés à évoquer le cas Léon à la tribune de la Chambre.

Vous trouvez mauvais, leur a-t-il dit en substance que je n'ai point fait passer le colonel Léon devant un conseil de guerre, mais qu'est-ce que vous auriez dit si le conseil de guerre l'avait acquitté ?

L'éminent membre de l'Académie des Sciences et de la Ligue des Droits de l'Homme émettait là, sur sa justice militaire, une appréciation dont nous tenons à lui laisser toute la responsabilité, mais qui ne paraît pas entièrement invraisemblable.

M. le médecin-colonel Léon ayant fait par cruauté cynique, impérieuse, mépris absolu de toutes les précautions indispensables à la réussite d'une opération, un certain nombre de cadavres, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite. (Un repos bien gagné !)

L'enquête administrative n'a trouvé à relever contre lui que des fautes contre la discipline (?) et de légères brutalités.

Supposons maintenant qu'un des patients du colonel se soit laissé aller à un mouvement de révolte contre lui.

Le Conseil de Guerre l'aurait-il épargné ? On bien les bagues militaires l'auraient-ils happé pour jusqu'à la fin de ses jours ?

Le médecin Léon avait cinq galons.

Le colonel Léon était probablement un fou et un détraqué. Les propos qu'on rapporte de lui le font penser. Ainsi était-il dans le cas de la plupart de ceux des « criminels » qui n'ont point été accusés au meurtre par une organisation sociale imbécile. Une société intelligente saurait guérir ces fous comme elle saurait éviter les crimes de la misère.

On délègue aux gens de « l'autorité ». On les invite à sévir autant qu'il le faudra. On les estime selon l'énergie et la poigne dont ils font preuve. On en fait des « chefs » couverts d'avance et approuvés pour appliquer la « manière forte ». Et si par aventure, on apprend officiellement que quelques-uns d'entre eux se sont conduits en bourreaux et tortionnaires d'une si évidente façon qu'on ne puisse le démentir on s'en déclare tout ébahi.

Ne généralisons pas. Tous les médecins militaires ne sont pas des colonels Léon. Mais il suffit qu'il s'en trouve un pour qu'il trouve dans les conditions de ses fonctions de merveilleuses facilités.

Il a pu faire sa carrière, arriver à un grade élevé. On l'a tranquillement laissé faire. Il a fallu un scandale de presse pour qu'on mette fin à la situation.

Il était le chef, le maître de son service. Il n'y avait qu'à lui obéir « sans hésitation ni murmure ».

Un journal dit ingénument parlant d'un officier que choquait tout de même la manière médicale du colonel Léon : « Que pouvait-il faire ? Il n'avait grade que de capitaine. »

Cinq galons ont, en principe, raison contre trois.

La liste des morts continuait à s'allonger.

Qu'on se soit efforcé de faire oublier cette malencontreuse affaire Léon, quoi de plus naturel ?

Des gens aux ironies faciles se sont gaussés de ce qu'on ait pu craindre pour l'honneur et le prestige de l'armée dans cette histoire médicale.

Ils avaient tort. Tout se tient. Si l'on se met à discuter n'importe quel chef galonné et ses ordres que va devenir le principe de l'obéissance passive, force principale des armées.

Si l'on se met à réfléchir, où irons-nous. Si l'on admet que les opérés de Léon ou les morts de Rhénanie ont été immolés d'une façon inadmissible, on en viendra à se demander si d'autres morts militaires, aussi déplorables et bien plus nombreux ont été sacrifiés bien utilement.

Et, parti des cinq galons du colonel Léon et des singularités bizarres qu'ils dénotaient, on en viendrait peut-être à admettre que l'humanité pourrait vivre sans guerres, sans institutions militaires, sans maîtres et sans bourreaux.

Ce qui est une imagination horriblement scandaleuse.

EPSILON.

L'ANGLETERRE A VOTÉ

La campagne électorale anglaise se clôture par une victoire du Labour Party. Bien que les conservateurs et les libéraux ensemble réunissent près de 14 millions de suffrages, c'est-à-dire environ 6 millions de voix de plus que les travaillistes, ils n'obtiennent les uns que 255 sièges, les autres 57 alors que les travaillistes auront à eux seuls 288 sièges. Cela provient du fait que le système électoral anglais attribue un siège dès le premier tour à celui des candidats qui a obtenu le plus de voix, même s'il n'atteint pas la majorité absolue.

Les travaillistes domineront donc à la Chambre des Communes par un renversement complet de la situation créée lors des dernières élections de 1924.

Mais puisque le scrutin ne leur a pas fourni une majorité indépendante, soit plus de 308 voix dans la Chambre nouvelle, ils seront obligés pour former le gouvernement à rechercher la collaboration des libéraux.

Sans essayer de pronostiquer à quelles sortes de compromis et de marchandages, les partis se livreront pour conquérir le pouvoir, bornons-nous à envisager les enseignements qui découlent de cette consultation électorale et la portée que peuvent en prendre les résultats.

Il est évident que la victoire travailliste correspond à une orientation vers la gauche qu'explique un grand mécontentement de la population.

L'Angleterre souffre, en effet, depuis des années, d'un très grave malaise économique qui va en s'aggravant et se traduit, dans la classe ouvrière par un chômage chronique de chiffre exorbitant qui sévit à peu près dans toutes les branches de l'industrie. Le chômage est devenu à tel point la question d'actualité primordiale que c'est sur elle que tous les partis ont basé leurs campagnes électorales.

Chacun apportait un programme qui à l'entendre, devait enrayer le mal endémique. Les uns ont essayé de reprendre la thèse de l'émigration qu'on pouvait croire pourtant à jamais compromise depuis les premières expériences malheureuses qui en furent faites. D'autres ont projeté l'exécution de travaux de construction nationale, routes en ciment spéciales pour les transports automobiles, aménagement de ports, etc., dont l'Etat solderait les frais.

En somme tous palliatifs équivalant à l'ajournement du problème ; moyens artificiels pour soustraire temporairement une partie de l'armée des chômeurs aux conditions habituelles du marché du travail avec chances plus que précaires de pouvoir l'y réintégrer par la suite. Ces solutions frag-

mentaires, trahissent le même souci dont sont animés les aspirants au pouvoir : faire patienter les ouvriers et gagner du temps. Tout pour eux se résume en cela, car ils savent bien que le seul remède vraiment opérant serait pour eux l'arrêt de mort : la suppression du chômage étant impossible dans les cadres du régime capitaliste et ne pouvant s'obtenir que par une complète transformation sociale opérée au moyen d'une révolution. Et de ce moyen, naturellement, pour eux il n'est pas question.

Mais il est bon que, après les libéraux et les conservateurs, les travaillistes viennent à leur tour prouver leur impuissance à résoudre le problème et par suite proclamer la faillite de leurs thèses. Cela restait à démontrer. Il y avait bien, il est vrai, le témoignage de l'expérience faite lors de la constitution du premier ministère MacDonald, réalisé en 1923, grâce à la complaisance intéressée libérale-conservatrice. On se souvient des résultats assez suggestifs qu'elle avait donnés. MacDonald à la présidence du Conseil et à la tête du Foreign Office ne changeait rien à la marche des choses. Le ministère travailliste devait se comporter comme le plus orthodoxe ministère conservateur, en fidèle serviteur de sa majesté britannique, respectueux non seulement des usages du protocole, mais également de tous les intérêts exigés par le capitalisme.

Ce fut le reniement total du socialisme. A l'intérieur Snowden, ministre des finances fit passer, après l'avoir repris à son compte le budget préparé par lord Curzon ; MacDonald s'avéra farouche défenseur de l'« ordre », agent vigilant de répression. Dans les Dominions et Colonies, le Président du Conseil travailliste ne voulut pas non plus être en reste sur les précédents : il fut l'instrument servile de l'impérialisme britannique. Enfin pour remédier au grave problème du chômage, il fut une idée géniale : il fit construire des navires de guerre !

Tous ces hauts faits représentent un assez joli bilan « socialiste » pour 9 mois de pouvoir. Mais les travaillistes arguent en excuse qu'ils avaient été contraints à des compromis du fait qu'ils ne se maintenaient au pouvoir que grâce à l'appui libéral. C'était reconnaître implicitement que l'indépendance des gouvernants est un leurre, et qu'une fois pris comme les autres dans l'engrenage étatique, ils avaient tout juste eu la liberté d'exécuter les ordres de la caste dominante et privilégiée.

Mais la clientèle électorale n'avait pas compris. Elle renia ses mauvais bergers, retourna aux urnes pour s'en donner d'au-

tres et porta cette fois à la Chambre les conservateurs en majorité absolue.

Chacun son tour. Le régime démocratique et constitutionnel a cet avantage pour maintenir son prestige que, permettant au peuple de changer les agents de son oppression de temps à autre, il lui donne l'illusion de la souveraineté. Seulement si la façade change, le mécanisme intérieur reste le même. Mais la majorité des électeurs anglais — comme d'autres pays d'ailleurs — ne l'ont pas encore saisi.

Aujourd'hui dégoûtés cette fois des conservateurs, qui les ont opprimés, le plus récemment, ils rappellent les travaillistes, passant du joug de la droite sous celui de la gauche. Et peut-être, avec la naïveté coutumière aux électeurs, pensent-ils que leur sort va s'améliorer.

L'avenir nous apprendra la nature de ces améliorations. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'une expérience travailliste plus complète que la précédente était nécessaire, d'abord pour achever de discréditer les affidés de la III^e Internationale, ensuite pour ébranler la confiance des masses dans le régime parlementaire lui-même. Car il est incontestable que la répression, prolongement inévitable de l'exercice du pouvoir, est beaucoup plus apte à démasquer l'hypocrisie étatique lorsqu'elle est pratiquée par des socialistes que lorsqu'elle vient de réactionnaires.

Il est vrai que la leçon ne porte trop souvent qu'incomplètement. On se borne à crier à l'incurie, ou à la trahison des chefs. Mais lorsque cette trahison se renouvelle d'une façon inéluctable, les victimes commencent à en chercher les causes plus loin que dans la mauvaise foi des individus. A ce premier raisonnement simpliste s'en substitue automatiquement un autre à savoir que les « gouvernants » qui dirigent en apparence, ne sont en réalité que des pantins dont la force occulte et toute puissante du capitalisme tire les ficelles.

Que la Grande-Bretagne ait un gouvernement conservateur, libéral ou travailliste, qu'importe puisque quel que soit l'étendard hissé au pouvoir, il reste manœuvrer par le cartel des grands banquiers de la Cité, représentant le capitalisme britannique.

Les électeurs anglais s'en apercevront bien un jour et plus rapidement sans doute, si le Labour Party ayant fait complètement ses preuves, il ne leur reste plus d'illusions à cet égard.

En raison de la situation économique particulièrement difficile, l'Empire Britannique est, parmi les pays européens, un des plus propices au développement d'une situation révolutionnaire. Or, en précipitant la ruine du prestige parlementaire, un gouvernement travailliste ne pourra que hâter ce développement. C'est en ce sens que l'on peut saluer l'avènement d'un ministère MacDonald, expérience dont l'Angleterre ne sera sans doute pas seule à récolter les fruits.

Lucile PELLETIER.

Notre format réduit, l'actualité et l'abondance des matières nous obligent à reporter au numéro prochain divers articles, ceux entr'autres de Barcelone, Nadaud et Le Meillour.

Grève Significative

Les grèves sont si rares dans les services publics que la moindre cessation du travail, serait-elle celle d'une catégorie professionnelle secondaire, prend l'importance d'un grand conflit social. A fortiori prend-elle un caractère aigu quand elle se produit à une époque où le droit d'association et de grève est à peine contesté aux employés de ces services et par le gouvernement et par les forces conservatrices du régime.

En dépit de cette contestation et malgré leur modération habituelle, les facteurs parisiens ont répondu à une provocation gouvernementale par la suspension du travail.

Ce geste n'est pas fait pour étonner ceux qui ont quelque connaissance de la psychologie ouvrière. On peut, pendant des années, promettre un réajustement des salaires et ne jamais tenir sa promesse sans provoquer une réaction vive de la part des travailleurs ; mais il suffit de retirer la moindre somme sur la paye qu'ils doivent normalement toucher à la fin de la semaine ou du mois pour, qu'immédiatement, explose le mécontentement accumulé.

Ainsi partit la grève des facteurs. Le 31 mai, jour de paye, à la place de l'augmentation escomptée depuis des mois, l'Administration refusa 24 francs sur des mensualités qui ne dépassent guère 850 francs.

L'indignation ouvrière se traduisit, le 31 mai, par un arrêt volontaire du travail pendant trois heures de l'équipe des imprimés de la recette principale.

Devant cette riposte, le gouvernement décide — en Conseil de cabinet, s'il vous plaît — que les 191 protestataires seront suspendus pendant un mois. Cette goutte d'eau fit déborder le vase du mécontentement.

Réunis lundi soir, tous les facteurs parisiens décidèrent de relever le défi du gouvernement en marquant à la fois leur solidarité avec leurs camarades suspendus, et leur désir d'arracher enfin ces 10.800 fr. de traitement de base qu'ils réclament depuis si longtemps, par une grève de 24 heures.

Leur manifestation fut puissante et pleinement réussie, en dépit des affirmations contraires des pisse-copie de nombre de journaux.

Voir la suite en 3^e page

PHILOSOPHER...

Jadis privilège des esprits chimériques, des inadaptables, des rêveurs, tous habitants de l'autre rive — « philosophes », c'est-à-dire faire passer le « Pimum Vivere » au second plan, ou même l'ignorer tout à fait, est devenu, par ces temps de vaches maigres et de vaches grasses entièrement voué au culte de Mammon, une affirmation hautement subversive et comme une insolente expression de révolte.

Il n'y a pas de groupe social qui soit insensible à l'offense. Il se forme, dans tout milieu, comme une conspiration tacite faite de méfiance, de crainte, de haine et de mépris contre celui qui « ne veut pas faire comme tout le monde ».

Ainsi, très distant de l'homme — foule dont le vouloir-vivre matériel s'attache à des satisfactions tangibles, se situe l'homme-philosophe, l'homme qui s'efforce à la sagesse, et qui affirme en lui la préminence des organes situés au-dessus du diaphragme sur ceux qui sont placés plus bas.

Il y a bataille. Il y a conflit sur toute la ligne. Entre le groupe et le non-conformiste, entre l'Etat et le réfractaire, entre l'esclave qui brandit triomphalement ses chaînes et se macule le visage de l'excrément du maître, et l'homme-libre soucieux de propreté, — il y a le même genre d'opposition qu'entre deux électricités de pôles contraires.

Voici un homme à qui il plaît d'aller lentement quand tout se précipite et tourbillonne, de conserver la maîtrise de soi quand tout est névrose, affolement, panurgisme ; d'être silencieux quand tout est bruit et tintamarre, de demeurer seul quand tout est grouillement de multitude.

Cet homme-là est incontestablement un ennemi du peuple !

Il oppose l'inertie raisonnée aux élans sans cause, aux vitesses acquises, aux forces tumultueuses et annihilatrices. Il oppose la protection de son maintien calme et impavide à la ruée vers l'or et la jouissance. On ne peut pas concevoir de plus mauvais voisin des choses voisines que cet « en-dehors » et de plus redoutable témoin que cet observateur au regard clair.

Ibsen, le géant nordique, n'avait pas tort d'émettre que l'homme le plus fort est l'homme le plus seul.

L'« associationnisme » — un mot laid comme la chose qu'il désigne — est le refuge facile pour les esclaves en mal d'une nouvelle trique et pour les hommes d'argent en

quête de monopoles.

Groupe de tubes digestifs ou conjuration de brigands, l'association est le tombeau de toute intelligence. Quel qu'en soit le prétexte et le but l'association substitue son vouloir-vivre à celui de l'individu qui se laisse aller. Elle ne sert pas le composant, elle s'en sert. Et d'ailleurs quel service lui rendrait-elle, sinon de l'enfoncer un peu plus dans la boue ! Peut-il exister dans l'ordre de l'intérêt des associations qui élèvent l'homme au lieu de l'abaisser qui l'anoblissent au lieu de l'avilir ? Voyez le syndicalisme ouvrier qui prétendait concilier l'intérêt et l'idée ! L'intérêt a dévoré l'idée. Là où fut Pelloutier est aujourd'hui Jouhaux. Le ventre a éclipse le cerveau.

Rien n'est fait et rien ne sera fait jamais sans la pénétration de l'esprit philosophique dans l'homme. Juger par soi-même ; penser par soi-même ; agir par soi-même. Que l'entente pour l'action soit la résultante de volontés réfléchies tendues vers un but qui vaille d'être poursuivi ! Il n'est pas d'organisation qui puisse suppléer à l'intelligence chez les individus appelés à se mouvoir. L'organisation vaut ce que valent les hommes qui la composent. L'organisation doit la puissance et la cohésion dépendent d'un chef est une organisation vicieuse.

Tous les temps de décadence et de dépression sont marqués par l'épanouissement de ces sortes d'organisations pyramidales dont les sommets convergent vers les parlements.

L'Etat, vieux ennemi de l'homme, l'Etat ami et protecteur du Nombre, — favorise ces formations collectives. Il les suscite au besoin. Parbleu ! N'aime-t-il pas mieux avoir affaire à des chefs qu'il peut acheter à son gré qu'à d'anonymes serveurs d'une idée sur lesquels sa mainmise ne pourrait s'exercer !

Chaque conquête de l'esprit philosophique est un échec à l'Etat et à ses serviteurs. Développons cet esprit. Appelons les hommes qui veulent se libérer aux jouissances de la pensée supérieures à celles de l'argent. Est-il besoin, pour voir clair, d'une érudition savante ? Faut-il posséder un cerveau encyclopédique pour être apte à raisonner, à peser, à juger, à se forger une opinion éclairée sur des sujets qui méritent attention ? Non. L'homme le plus simple peut cultiver son intelligence. Notre mouvement émancipateur a tout à gagner au développement de l'intelligence dans l'homme. L'Etat et les Partis ont tout à y perdre.

RHILLON.

La vie intense de l'Etat

Les dettes d'Etat sous Poincaré

L'absurde et odieux massacre de 1914-1918 par qui s'est affirmée la capacité destructive et homicide des capitalismes nationaux promettait, si l'on s'en réfère à la littérature la plus qualifiée de l'époque, d'apporter à un pays tel que la France, des profits actuels et des gains potentiels dont les générations futures, appelées à s'épanouir dans une France agrandie et auréolée d'une gloire neuve, tiraient bénéfice.

Le massacre durait encore que déjà il fallait en rabattre. Pour soutenir son train de maison, la France en guerre, ayant bientôt épuisé ses réserves, empruntait à tire larigot à des Etats « amis et alliés ». De semestre en semestre les dizaines de milliards s'ajoutaient aux dizaines de milliards. Tant et si bien qu'au bout du compte la France, pour conserver cette appellation, se trouvait être à la tête d'une « dette extérieure » se chiffant à quelque trois cent milliards et même plus.

La victoire étant venue enfin couronner la vaillance de nos « chers poilus », (d'aucuns disent le génie stratégique des « maréchaux ») on eut une paix qui ne fut ni blanche, ni bouseuse, une paix patriotique au possible. Mais il ne fallut pas un long temps de recueillement pour que les « spécialistes », en matière de traité de paix, fissent observer que le traité de Versailles était tout simplement « impraticable » et qu'au total notre triomphe était un triomphe à la Pyrrhus. On parla même, car en ce temps les rappels de l'antiquité faisaient florès, que la France victorieuse, mais ruinée, serait réduite à se parer du manteau de Bélaïra...

Comme fiche de consolation, l'illustre Klotz (de Fresnes), et le non moins illustre Loucheur (des Travaux Publics) lancèrent au peuple — lequel avait reçu, en échange de ses fusils, le pécule du soldat. — le fameux : le Boche paiera !

Poincaré, né malin, surnommé le bon président, savait bien que le Boche ne paierait pas, mais que le Français paierait bel et bien. Il y a du Mazarin dans ce monsieur. Après avoir laissé chanter le Français tout son saoul il l'a amené graduellement à payer. Après avoir surélevé n fois le « plafond de l'impôt », il l'a crevé d'un dernier coup énergique, il y a deux ans, sauvant le franc du même coup et mettant Herriot à genoux. Heureux homme, grâce à lui le Français de la Victoire, le Français moyen, peut, en contemplant son nombril, se dire qu'il est l'homme de la terre qui paie proportionnellement le plus d'impôt. Veut-il des chiffres ? En voici précisément. Ils émanent d'un « légume », M. P. Lénvy, vice-président de la Chambre du Commerce de Paris. Ils ont paru dans le « Temps », organe de la Bourgeoisie huppée.

« En fait, nous dit ce calculateur éminent, le revenu moyen d'un Français est à peu près de 3.200 fr., soit 25 livres sterling 32, et il en donne 39 % à l'Etat, alors que le revenu moyen d'un sujet britannique est d'environ 86 livres sterling, et qu'il en donne 23 %. La comparaison des chiffres fait ainsi ressortir que le contribuable français remet à l'Etat une part plus importante de son revenu annuel

que le contribuable britannique. Et de plus le revenu moyen du contribuable français est très sensiblement inférieur à celui du contribuable britannique. »

Ainsi le contribuable français paye en chiffres ronds, 10 livres sterling d'impôts annuels, le contribuable anglais en paie 20, mais les ressources du contribuable anglais sont trois fois et demie supérieures à celles du contribuable de M. Poincaré. La palme nous reste.

Ce que les statistiques ne disent pas, d'ailleurs, c'est la répartition de l'impôt dans la masse. Or, il serait étonnant de trouver à l'équipement de la France, cette comparaison ferait voir que, si les puissances capitalistes anglaises supportent une part d'impôt relativement lourde, en France, le capitalisme ne supporte presque rien : ce sont les contribuables inférieurs qui paient à peu près tout, grâce aux taxes innombrables dites de consommation et en vertu aussi de la loi d'incidence permettant aux « gros » d'incorporer à leurs factures le prélevement de l'Etat.

La fiscalité de l'Etat français, système Poincaré, peut se définir l'art de plumer la volaille sans la faire criser. Ce système aboutit à l'équipement, au dépeuplement, à l'extinction de la race, à la ruine physiologique d'un peuple auquel la saignée de 1914 a déjà été fatale. Cela n'a, d'ailleurs, aucune espèce d'importance. Il suffit que Poincaré travaille pour l'histoire. Nous ne sommes pas au bout du rouleau. Nos « amis » d'Amérique, créanciers inexorables, ont mis le marché au poing à notre gouvernance. Une échéance de quelque dix milliards (les stocks dits américains, opération Klotz) vient à terme. Il faut casquer. Un seul moyen de retarder, c'est de ratifier sans délai les accords « Mellon-Béranger » conclus il y a deux ans, et que la Chambre a déjà rejetés comme trop onéreux et non équitables. Comment se tirer de là ? Poincaré a songé à se passer du parlement et à se soumettre au vouloir américain. Il ratifierait par décret. Mais quelqu'un a vendu la mèche. Et voici que Léon Blum harponne Poincaré, lequel aura beaucoup de mal à se tirer d'affaire dans la passe difficile où il se trouve engagé. Nous sommes assurés d'un spectacle d'accrochage passionnant. Le vieux singe a plus d'un tour dans son sac.

PROUEZ-LE NOUS...

Etes-vous contents, camarades, des améliorations apportées au journal ?

St c'est oui ! prouvez-le nous en soutenant efficacement votre Libertaire !

En vous y abonnant ; en lui trouvant de nouveaux lecteurs ; en lui participant à sa souscription.

Mais faites vite tout cela afin de lui assurer tout de suite une existence matérielle exempte de dangers.

Ce que pourrait être un groupe féministe ouvrier

Je voudrais connaître un livre, sans prétentions, de militante avertie, étudiant les groupes féminins qu'elle a pratiqués : groupes féministes, syndicats féminins, groupes féminins de partis politiques, groupes coopératifs féminins... Je voudrais encore que ce livre ne fût pas un docteur et endormant discours de Congrès, bourré de chiffres (faux comme tous les chiffres) — mais plutôt un essai psychologique sur la vie de groupes féminins, leurs caractéristiques, leurs qualités, leur travail, leurs erreurs... Bref, une œuvre destinée, non à faire admirer son auteur, mais à renseigner, armer, toute femme qui désirerait fonder un groupe féminin quelconque... Si un tel ouvrage existe, je regrette de l'ignorer, car il eût facilité ma tâche et rendu ma causerie plus intéressante.

J'ai connu, jusqu'ici, un groupe féministe existant sur le papier, dont les membres, de bonne composition, se contentent de verser leur cotisation, quand la trésorière leur réclame. Je connais un syndicat où les femmes cotisantes sont en nombre à peu près égal à celui des hommes, mais où ces derniers occupent toujours le secrétariat et portent seuls la parole dans les Congrès. Les femmes y semblent des écolières, toutes modestes, un peu timides, craignant visiblement de passer pour des brailardes, au fond, timides. Et ce sont des institutrices !

Aussi, je suis revenue du parti-pris qui me faisait éviter, il y a quinze ans, les groupes exclusivement féminins : évidemment, ce serait le rêve que la femme se montrât militante, dans les syndicats, les groupes anarchistes, en « camarade » non soumise par sa qualité de femme ; seulement, en réalité, très peu osent faire litière des préjugés régnants, être absolument naturelles, prendre la parole pour expliquer leur point de vue, tenir tête à un camarade homme, en un mot s'insoucier du qu'en dira-t-on qui sévit dans les groupes « avancés », tout comme ailleurs.

Tant que durera ce déplorable état d'esprit, les groupes féminins auront leur raison d'être : ils seront l'école de préapprentissage de la femme à la vie sociale. La jeune fille, la jeune femme osera prendre la parole, déployer sa personnalité, parce qu'elle se sentira chez elle.

Pour qu'un groupe soit viable, pour qu'on s'y plaise, pour qu'on y revienne volontiers, pour qu'on y travaille, il faut une certaine atmosphère.

Dans son livre « Tournant dangereux », dont je parlerai bientôt, le peintre Vladimir, qui ne fit que « passer » au Libéraire, nous reproche de manquer de psychologie en propagande. Pérorer à chaque réunion sur le « Grand Soir » lui paraît bientôt fastidieux. Combien de femmes, même bien intentionnées, n'y résistent pas davantage !

Un peu de psychologie nous ferait éviter cette monotonie qui assombrit tant de réunions et vide si rapidement les groupes.

Mais comment y réussir ? Par l'activité, d'abord. Que chacune puisse, aux séances du groupe, apporter son ouvrage.

Rappelons-nous les femmes révolutionnaires de 93 qui suivaient les séances de la Convention en tricotant. Ce n'est pas être futile que de participer à une discussion en occupant ses doigts : Napoléon prenait part aux séances du Conseil d'Etat en griffonnant n'importe quoi sur le bûvard placé devant lui. C'est une mentalité religieuse, primitive, adorante, qui paralyse jusqu'au bout des ongles les auditeurs de conférences, et les écoliers pendant une leçon ; mais les jésuites, fins psychologues, par le chapelet, amusaient les dévotes, en leur défilant les mains. Pour ma part, je voudrais voir, à nos séances de groupes, chacune dérouler ses doigts en liberté : les uns écrivent, dessinent, lisent ; les autres cousent, brodent, ou ferment les yeux. Elle m'est pénible l'attitude figée de nos camarades en réunion : certes, elles croiraient manquer de politesse en occupant leurs mains ; il semblerait qu'elles écoutent moins et l'orateur serait froissé. Convenu, hiératisme, préjugé. A l'école, ce ne sont pas les enfants les plus âgées, immobiles et muets, qui s'imprègnent le mieux de la pensée parlée. Ce sont, au contraire, les plus vivants, ceux qui miment leurs impressions et interrompent souvent !

Que la liberté ne soit pas un vain mot parmi nous.

La T. S. F., par ailleurs si roccoco, a introduit la pratique des auditions courtes : un quart d'heure sur un sujet, c'est bien assez. Variations donc le menu de nos séances : par exemple, un quart d'heure de lecture en commun, un quart d'heure de discussion, un quart d'heure de musique, un quart d'heure de conversation libre, et voilà une heure agréablement passée, qui n'a pas semblé longue.

Si les groupes féminins sont rares et languissants, il n'en est pas de même des publications féminines et notamment des journaux de modes, qui se multiplient étonnamment ; certains ont une clientèle nombreuse et fidèle. Dans une prochaine causerie, nous les analyserons ; mais, dès aujourd'hui, ils retiennent notre attention par la variété et l'actualité de leurs matières : chiffons, coupe, arrangement d'un intérieur, recettes culinaires, médecine domestique, élevage des enfants ; au milieu de tout cela, des courriers d'abonnées qui discutent des livres nouveaux, de féminisme, de pacifisme ; tandis que les unes se gargarisent de la Providence, les autres revendiquent, s'avouent internationalistes ; tout cela enchaîné entre une recette pour le teint et une autre pour réussir la mayonnaise. Il est aisé d'en rire, et beaucoup l'ont fait, non sans esprit ; mais dans cette salade, il y a la tendance nouvelle de la femme à s'intéresser aux idées générales, sans négliger son intérieur. C'est un progrès ; et si nous avions eu l'idée de réaliser — en mieux — dans nos groupes ce que des industriels avisés nous ont fait par instinct commercial, eh bien ! nous aurions des groupes féminins nombreux et fréquentés. Nous aurions des journaux féminins à grand tirage, qui concurrenceraient les revues catoliques. Nous aurions de l'influence, beaucoup de sympathisantes qui nous donneraient un pourcentage de militantes. Nous aurions des fonds pour nos œuvres. Nous aurions un appui dans la masse pour la transformation sociale. Nous serions compris et nous serions aimés du peuple — au lieu d'en être ignorés ou craints, voilà !

Sur une heure de groupe, j'ai parlé d'un quart d'heure de lecture et d'un quart d'heure de discussion. Sur quels sujets ? Les plus variés possible. Et une bonne proportion de sujets pratiques : vie de ménage, vie de famille, hygiène, coopération, etc., etc..

Le côté coopération ne devrait pas être laissé aux seuls coopérateurs, « selon la formule », et il y a tout à gagner pour le groupe comme pour chacune de ses adhérentes, à leur faire comprendre et essayer la coopération non officielle, mais libérale. La compagnie de Kropotkine avait tenté de la cuisine coopérative, entre voisines. Il est bien dommage que les résultats de telles entreprises ne nous aient pas été relatés en détail : voilà qui intéresserait beaucoup de compagnes et les amènerait à sympathiser un peu plus avec les idées de leurs compagnons.

Avec peu, très peu d'argent, mais beaucoup de bonnes volontés, un groupe féminin pourrait faire une quantité de choses en peu d'années, changer bien des mentalités féminines et réaliser bien des œuvres.

Mais voilà, vous dites : Il faudrait une animatrice, ou plusieurs, et qui soit aimable, qui ne fasse pas la savante, qui ne rase pas les autres, qui ne soit pas trop conseillère, ni autoritaire, qui n'ait pas de préférences ; et il y aura toujours des jalouses, qui se croiront délaissées ; elles mineront l'œuvre et la feront crouler bien vite !

Ca, c'est du noir pessimisme : si chacune a de quoi s'occuper, il y aura moins de ragots ; et d'ailleurs il n'y a, chère camarade, qu'à ne pas y faire attention ; ça ne compte pas, c'est sans importance. Les lectures, vous les trouvez sans peine, il y a tant de beaux livres ; et discuter sans prétention et ramener à l'idée de la lecture, ça, vous savez le faire. Rendre service et surtout, vous effacer progressivement, demander quel sujet l'on voudrait traiter, habitude les plus douées à vous remplacer. Les femmes les plus communes ont toujours quelque chose à

apprendre aux plus cérébrales. Et alors... ? Coopération, oui.

Pour monter un groupe, il n'est pas besoin d'un nombre imposant d'adhésions, au contraire. Cinq ou six, pour commencer, c'est bien suffisant. Et quand on a travaillé ensemble une saison, qu'on se connaît bien, chacune en amène une ou deux, et le groupe n'en marche que mieux, ayant un « noyau initial » assez homogène.

Et inscrivez — un cahier suffit — tout ce que vous faites au groupe : travaux en commun de l'hiver, promenades d'été, échange de dessins, de « patrons », de recettes, indications de lectures. Quel pélemêle, songez-vous ? Eh bien, tant mieux, plus il y en aura, plus votre groupe pénétrera dans la vie de ses adhérentes. Et plus il sera utile, nécessaire, plus il sera fort, il faudrait que la femme la plus ordinaire, devant le moindre embarras, conflit de famille, de location, de travail, transformation de logement ou de chapeau, se répondît à elle-même : « Bah ! je demanderai ça au groupe. »

Eugénie CASTEU.

AUX HASARDS DU CHEMIN...

Barataud

On juge en ce moment à Limoges un jeune bourgeois qui semble porter en lui toutes les tares de sa classe.

Intoxiqué, pédéraste, que sais-je encore, ayant eu à sa disposition des sommes aussi considérables qu'insuffisantes pour ses multiples besoins, le dangereux personnage assassina un chauffeur ainsi qu'un intime ami, un jeune bourgeois d'ailleurs aussi dégénéré que lui.

Nous ne désirons pas, évidemment, la mort de quiconque, et nous souhaiterions seulement que la partialité par trop évidente que montre le président de la Cour d'assises à l'égard de l'accusé — de sa classe — s'exerce de la même façon lorsque celui qu'il aura à juger sera, non pas un « fils de famille » mais un pauvre bougre, qui, au moins, lui, aura eu l'excuse de la misère et de la provocation du luxe insolentement installé.

Flics-facteurs...

Les facteurs des postes, jugeant insuffisants les salaires que leur octroie l'Etat-patron ont esquissé, sous la responsabilité du syndicat unitaire qui n'englobe qu'une très faible partie du personnel des postes, un mouvement de protestation.

Pour remplacer les quelques 191 facteurs défilants, 500 inspecteurs de la police judiciaire ont été mis à la disposition de l'administration postale.

C'est assez dire si le tri des lettres est effectué de la plus fantaisiste façon et qu'il ne faudra pas vous étonner si vous éprouvez quelque retard dans la réception de votre correspondance.

Mais nous serions curieux de savoir ce que pense la Fédération des fonctionnaires de cette manière d'opérer.

Unitaires ou confédérés, les facteurs sont des salariés, d'autant plus touchés par la vie toujours plus chère que leurs émoluments sont peu élevés.

Nous attendons, sans trop y croire, la protestation énergique de la Fédération.

A nous deux... mairie !

Les lecteurs du Libéraire seront certainement heureux d'apprendre, un peu tard, il est vrai — mais il n'est jamais trop tard pour s'instruire — que l'insurgé d'opérette, l'ineffable M. Toussaud dont ils ont pu goûter dans ces colonnes mêmes la prose antibolcheviste, après une « conversion » soigneusement maquillée, vient de se présenter sur une liste du bloc « ouvrier et paysan » (1) en cet heureux pays de Savigny-sur-Orge comme conseiller municipal.

Nous ignorons le résultat de cette élection, mais nous voulons croire que les braves électeurs de Savigny-sur-Orge qui ne sont pas plus gourdes que les autres, auront su apprécier à sa valeur l'honneur que leur faisait, en se présentant à leurs suffrages, l'illustre auteur de *A nous deux Patrie*, cette œuvre si manifestement « contre-révolutionnaire » dont le dernier (ou l'avant-dernier) chapitre pourrait s'intituler si cocassement : *A nous deux... mairie !*

LE ROMANICHEL

Chronique du Temps présent

Soyons raisonnables. Cessons de nourrir le fol espoir de voir bientôt M. Poincaré renoncer à ses discours dominicaux.

En attendant que notre funèbre président du Conseil prenne le sage parti de se taire enfin — événement possible après l'inauguration probable du dernier monument aux morts — la France compte 37.963 communes — en attendant ce lointain et heureux jour, subissons, comme la pluie, mais sans mauvaise humeur, la monotonie persistante de ses propos.

On voudrait bien reconnaître que M. Poincaré ne brille ni par la variété, ni par l'originalité des sujets qu'il développe.

Les harangues qu'il produit si volontiers sur la place publique, devant le marbre commémoratif, témoignent suffisamment de l'étroitesse de ses vues et de la mesquinerie de ses sentiments.

Il n'en est pas moins vrai que les conceptions qu'il défend sont partagées — hélas ! — par le plus grand nombre.

Aussi le voit-on parcourir le pays en tous sens : du nord au midi, de l'est à l'ouest, inlassablement.

Ces petits voyages durent depuis des années et M. Poincaré n'est pas prêt de prendre son dernier train.

Il se montre partout et partout on subit le supplice de son élocution nasillarde.

Dimanche, ne quittant pas Paris — fait extraordinaire — il inaugura, dans le XVI^e arrondissement, sans doute pour gagner du temps, un... monument aux morts !

Quelque ennuyeux que soit le discours qu'il prononça, il est nécessaire, ici même, d'en publier un fragment, ce morceau d'une élocution bien spéciale, dont nous ne sommes pas jaloux, étant un modèle du genre.

Le président du Conseil s'est livré, dimanche, à un long et fastidieux panégyrique des aristocrates et grands bourgeois du XVI^e arrondissement qui trouveront la mort — tels de vulgaires prolétaires — sur le champ de bataille, entre 1914 et 1918.

Cette énumération fatigante enfin terminée, M. Poincaré a conclu ainsi :

Je pourrais extraire de notre liste funèbre des centaines d'autres noms qui mériteraient les mêmes mentions élogieuses et dont l'ensemble composerait un incomparable Livre d'or pour les quatre quartiers d'Auteuil et de la Muette, de la Porte-Dauphine et de Chaillot. Pas plus ici que dans le reste de la France, il n'est guère de familles qui n'aient été cruellement éprouvées par les quatre années d'invasion et de carnage ; il n'en est guère non plus qui ne conservent précieusement au fond du cœur le souvenir de belles actions accomplies par des êtres qui leur étaient chers. Est-ce que l'honneur du drapeau auquel nous avons assisté doit nous interdire de penser aux grandes choses dont nous avons été les témoins ? Est-ce que nous aurons de la paix, renforcée par les douleurs qui nous ont été infligées, est incompatible avec l'exaltation de la bravoure et du sacrifice ? Est-ce qu'il nous condamne à jeter un voile sur les mérites de nos combattants et sur la beauté de leur victoire ?

Il y a, par ailleurs, des esprits sévères qui sont disposés à soutenir cette thèse absolue et qui s'imaginent que la meilleure façon d'empêcher les guerres futures est de rayer de nos annales le récit des guerres passées. On ne saurait certes consolider la paix, qu'à la condition de substituer peu à peu aux ressentiments et aux haines qu'une lutte terrible a laissés derrière elle des dispositions plus conciliantes et plus humaines. La France n'a pas cessé de montrer, par sa conduite envers ses anciens ennemis, qu'elle n'entendait pas rompre avec ses traditions chevaleresques et qu'elle était prête à reprendre avec tous les peuples des relations cordiales. S'il lui arrive de parler encore des combats qu'elle a dû livrer, ce n'est donc, ni pour en garder rancune, ni pour en tirer vanité contre personne. Mais une nation qui, sous prétexte de fêter la guerre, semblerait avoir honte des qualités que la guerre a fait apparaître en elle, une nation qui désavouerait les plus grandes heures de sa vie, une nation qui rougirait d'avoir su se battre pour libérer son territoire envahi, se diminuerait elle-même comme à plaisir et s'exposerait à tarir les sources de sa force morale. C'est parce que vous êtes pénétrés de ces vérités que vous avez élevé ce monument à la mémoire de nos morts. Il enseignera aux générations futures le prix de la paix ; il leur répètera aussi, de siècle en siècle, qu'en répondant, le jour du danger, à l'appel du devoir, les morts de la grande guerre ont sauvé tout à la fois la fortune spirituelle et matérielle de la France.

Il paraît, c'est le Temps qui l'affirme, que ce discours a été chaleureusement applaudi. N'en doutons pas : le contraire eût été étonnant.

Le M. Poincaré d'après la guerre est bien le même M. Poincaré de 1914. Relisez attentivement sa péroraison et vous comprendrez la raison de son attitude.

Il paraît, c'est le Temps qui l'affirme, que ce discours a été chaleureusement applaudi. N'en doutons pas : le contraire eût été étonnant.

Le M. Poincaré d'après la guerre est bien le même M. Poincaré de 1914. Relisez attentivement sa péroraison et vous comprendrez la raison de son attitude.

viendrez qu'il n'est pas aussi ami de la paix qu'il le veut le dire.

Non, il n'aime pas profondément la paix. S'il l'aime, c'est avec beaucoup de restrictions.

Selon lui, le « souvenir des belles actions accomplies » ne doit pas mourir et le vrai pacifiste doit souvent penser aux « grandes choses » auxquelles il a assisté pendant cinq ans.

Ces « grandes choses », ce sont, vous l'avez deviné : le cran devant l'ennemi, le courage, l'esprit de sacrifice pour la mère patrie, les souffrances sans nombre, le martyre et la gloire sanglante des tranchées « pour libérer le territoire envahi ».

Si M. Poincaré aime la paix, il ne l'aime que parce que celle-ci lui permet, aujourd'hui, et aussi souvent que l'exige sa fantaisie et le caprice de ses admirateurs, d'exalter, devant un monument, « l'héroïsme » du temps de guerre.

M. Poincaré est un peu comme ces gens dont parle Armand Charpenfier, qui provoquent volontiers un incendie pour louer ensuite à leur aise la bravoure et le courage des pompiers.

Qui sait ! M. Poincaré aime peut-être la paix, mais dans la mesure où celle-ci ne constitue qu'une courte période... entre deux guerres !

Quoi qu'il en soit, c'est bien le président du Conseil qui écrivait, en octobre 1920, dans la Revue de l'Université de Paris, les lignes suivantes :

Dans mes années d'école, ma pensée, assombrie par la défaite, traversait sans cesse la frontière que nous avait imposée le traité de Francfort, et, quand je descendais de mes nuages métaphysiques, je ne voyais pas à ma génération d'autre raison de vivre que de recouvrer les provinces perdues. Lorsqu'on a eu la joie de trouver réunies, dans Strasbourg, la jeunesse d'Alsace et celle du reste de la France, peut-on demander quelque chose de plus à la vie ?

L'auteur de ces lignes, on peut dire : « Quand, monsieur Poincaré, vous écrivez : Je ne voyais pas à ma génération d'autre raison de vivre que de recouvrer les provinces perdues, vous vous condamnez vous-même. »

Ces provinces, vous saviez bien que la France ne pourrait les recouvrer qu'au prix d'une guerre.

Pour vous, la guerre a été l'occasion favorable de réaliser votre rêve de jeunesse et, cette occasion, vous ne l'avez pas laissé échapper.

Les moins qu'on puisse dire ou écrire contre vous, c'est que, si vous n'avez pas déchaîné le fleau, vous n'avez, du moins, rien fait pour l'empêcher.

MONSIEUR LESAGE.

SOUSCRIPTION MAKHNO

L'abondance de copie nous a empêchés de publier la semaine passée et celle-ci, la première liste de la souscription Makhno. Nous la donnerons sans faute la semaine prochaine.

Contre les Dictateurs Sanglants de Bulgarie !

La Bulgarie vit sous un régime de dictature épouvantable. Les militants anarchistes subissent particulièrement les violences des spahissas d'une police déchaînée. Les meilleurs des nôtres, quand ils ne sont pas assassinés, endurent la-bas les pires tortures. Les compagnons bulgares exilés ont jeté le cri d'alarme et à leur appel le COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE et l'UNION ANARCHISTE COMMUNISTE ont décidé d'agir solidement pour tenter d'enrayer la vague sanglante de la répression.

Lecteurs du LIBERTAIRE ! Anarchistes ! Syndicalistes ! Gens de cœur !

Préparez-vous à assister en nombre

AU VASTE MEETING

qui aura lieu le vendredi 23 juin à 20 h. 30 précises, salle des Sociétés Savantes.

Orateurs : HAN-RYNER, PAUL-LOUIS LE PEN, BESNARD, LORÉAL, LEMEL-LOUR.

rent jalousement à consigner sur douze tables de cuivre les us et coutumes en cours avec quelques variantes et compléments favorables à la conservation de l'état de choses.

Les Douze tables appartaient quelque atténuation au *nexum* en fixant un maximum de poids pour les chaînes et un minimum de nourriture pour les prisonniers de l'ergastule. Elles fixaient, en outre, à 10 % le taux de l'intérêt.

Ces dispositions dérisoires furent le seul bénéfice laissé à la plèbe par les « déce-moires ».

La législation des Douze Tables a formé le canevas sur lequel les rédacteurs du Code Napoléon ont brodé à loisir. Nous pouvons dire sans exagération que le Droit romain régit la société moderne. Les « déce-moires », dont le souvenir se perd dans la nuit des temps, ont édifié un monument appelé à durer aussi longtemps que la propriété.

Les Douze-Tables autorisaient les unions familiales de patriciens à plébéiens. Il résultait de ces unions une classe mixte, une *nobilitas* dans laquelle le sang plébéien allait nécessairement dominer. Il devenait difficile au Sénat de ne pas admettre dans ses rangs ces plébéiens qui, par alliance, étaient devenus nobles. Le Sénat retardait l'échéance en créant des *Tribunats militaires*.

Le Tribunal militaire commandait les légions concurrentement avec le Consul. Une fonction excluait l'autre. Le Sénat décidait s'il nommait un tribun militaire dans la plèbe ou un consul choisi dans son sein. Mais, prévoyant que, bientôt, il lui faudrait attribuer le Consul à des plébéiens, il institua la *censure* qui confierait à deux hauts magistrats l'opération si importante du recensement, et il créa plus tard le poste de *questeur* magistrat d'un rang inférieur chargé de la perception des impôts.

LA RÉPUBLIQUE ROMAINE

par RHILLON

PREMIERE PARTIE

II

LES TRIBUNS DE LA PLEBE ET LA LUTTE POUR LES PLACES

Nous devons dire aussi que ces hommes-là n'eurent pas toujours l'appui de ceux pour lesquels ils se sacrifiaient. La plèbe inconsciente et stupide les lâcha et les trahit. Tel est le sort qui paraît réservé en tous les temps aux sincères et aux dévoués.

Quel était, face au Sénat, face aux patriciens, le pouvoir du tribun de la Plèbe ?

Le tribun, élu par une assemblée dite *concilium tributum*, avait le droit d'intercession en faveur des *indivisi*, c'est-à-dire qu'il pouvait s'interposer entre le magistrat et l'homme de la Plèbe. Il lui suffisait d'étendre son manteau sur celui-ci pour le soustraire à toute poursuite. Le Tribun apparaissait donc comme le défenseur attitré de la liberté individuelle. Sa puissance, il la tenait exclusivement du peuple ; il appartenait au peuple et se plaçait sous sa sauvegarde et sa protection. Sa personne était déclarée par serment *sacro-sainte*, inviolable à l'égard de la personne du consul dont l'immunité relevait du Sénat.

Par son obstruction, le Tribun pouvait paralyser la machine gouvernementale et, en maintenant le veto populaire, faire échec aux lois.

Les magistrats, les consuls eux-mêmes n'échappaient pas à la juridiction tribunitienne. Le tribun était autorisé à venger lui-même les

offenses faites à sa personne en précipitant le coupable du haut de la Roche Tarpeienne.

Une loi dite loi de *provocazione* complétait l'institution du Tribunal. Cette loi autorisait tout citoyen à en appeler directement au peuple d'une condamnation capitale prononcée par un magistrat.

Il semblerait, d'après cet exposé, que la Plèbe eût conquis des garanties efficaces, une force durable capable de faire échec aux patriciens du Sénat.

Il n'en fut rien. Sous le coup de la terreur, le Sénat avait concédé tout ce qu'on avait voulu, mais l'agitation cessant, la situation redevenant calme — éternelle histoire ! — ce qui avait été concédé fut repris ou sinon rendu complètement inoffensif.

L'application de la loi de *provocazione* fut laissée à l'appréciation du consul, émanation du Sénat. Ce premier magistrat de la République ne marquait naturellement aucun empressément à convoquer le tribunal populaire à la requête d'un plébéien pour une cause politiquement sans intérêt. En fait, l'appel au peuple restait lettre morte.

Quant aux tribuns, le Sénat leur coupait bec et ongles en faisant semblant de se rallier à leur point de vue, en en multipliant le nombre afin de pouvoir jeter parmi eux la division, la méfiance, les opposer les uns aux autres, les corrompre individuellement.

En cas d'agitation grave, le Sénat nommait

un dictateur, dont le pouvoir absolu durait un maximum de six mois. Le dictateur concentrait toute l'autorité. Il ne pouvait personnellement rien contre le Tribunal, mais le Tribunal ne pouvait rien contre lui. Comme il était imparti d'un pouvoir d'action positif, ayant l'initiative de la manœuvre, alors que le Tribunal n'était doué, en quelque sorte, d'un pouvoir négatif d'empêcher, il lui était aisé de mettre en échec la puissance tribunitienne, d'ailleurs circonscrite à la cité.

Ajoutons que la dictature n'était qu'un expédient gouvernemental employé seulement dans les circonstances extraordinaires. Normalement, un *modus vivendi* pacifique s'établissait entre les Tribuns et les Consuls, avantageux aux uns et aux autres, mais désastreux pour la plèbe.

La plèbe riche, appelons-la la Bourgeoisie romaine, dans laquelle se recrutèrent les Tribuns, avait en vue la conquête des hautes magistratures, l'entrée au Sénat sur un pied d'égalité avec les patriciens. Il lui fallait acquiescer des titres de noblesse, soit par des mariages contractés dans les familles aristocratiques, soit en faisant valoir des services éminents rendus à la République. Cette montée de la bourgeoisie vers les places, les honneurs, la puissance, domina toutes les luttes de la plèbe pour l'atténuation de ses maux. Elle fut, à chaque étape, l'aboutissement de ces luttes qui laissaient la plèbe dans une situation misérable. La Bourgeoisie, sous tous les régimes et dans tous les temps, s'est arrangée pour être la bénéficiaire unique de toutes les crises sociales, de toutes les Révolutions !

Cette classe sociale, essentiellement matérialiste, envieuse, jalouse, rouée, a suscité un « type » que l'on rencontre dans toutes les

GRÈVE SIGNIFICATIVE

Suite de la première page

Les facteurs viennent de démontrer au gouvernement qu'ils en ont assez des tergiversations et des paroles des commissions parlementaires ou extra-parlementaires, lorsqu'il s'agit de leur droit à la vie qu'on leur marchandait si parcimonieusement au moment même où les fonctionnaires placés en haut de l'échelle hiérarchique voient leurs appointements augmentés de 10.000, 20.000 et même 25.000 fr. par an. Et si leur geste ne reste pas sans lendemain, cette action portera des fruits plus beaux et plus sains que les aumônes qu'ils ont recueillies jusqu'alors en abdiquant leur dignité.

Cette grève des facteurs parisiens comporte des enseignements qu'il faut tirer de l'ombre dans laquelle trop d'intérêts vont essayer de les plonger.

Si dans cette bataille il y a un vainqueur — les facteurs — il y a trois vaincus : trois vaincus qui apprécieront différemment leur défaite.

Le premier, c'est le gouvernement de M. Poincaré qui, appuyé en cela par une majorité réactionnaire, prétend, au nom de je ne sais quel principe qui veut que les salariés de l'Etat en soient les esclaves muets et dociles, leur interdire d'élever la moindre protestation effective. L'effet des sanctions qu'il veut prendre contre les facteurs n'effacera pas la gifle magistrale que ceux-ci viennent de lui appliquer sur la joue par leur spontanéité et énergique riposte.

Le second vaincu de cette grève, c'est le parti communiste quelque paradoxale que puisse paraître cette opinion. Comme à son habitude, profitant de ce mouvement spontané et légitime des travailleurs en lutte pour leur pain, ce parti d'agités professionnels entendait le faire servir à sa politique particulière.

Il faut avoir assisté au meeting de mardi soir — c'est-à-dire à la fin de la journée de grève — tout près des leaders communistes, pour savoir dans quelle consternation ils tombèrent lorsque, après leurs discours enflammés, le secrétaire adjoint de la Fédération postale unitaire, le camarade Grandel, vint déclarer aux grévistes que le double objectif de la grève de 24 heures étant atteint, à savoir : protestation contre la suspension des 191, révélation d'un ferme désir d'arracher les 10.800 fr., il était inutile, pour le moment du moins, de prolonger la grève. Il proposa donc la rentrée en bloc pour le lendemain, quitte à reprendre la lutte et même à l'étendre dans le cas où, à la suite des interpellations de jeudi, le gouvernement ne modifierait pas sa position. Les efforts des représentants du parti, les Raynaud, Bonnefous, Fleury, etc., ne trouvèrent pas d'échos chez les facteurs qui adoptèrent le point de vue de la Fédération.

La Fédération postale unitaire a certainement de fortes raisons pour s'insurger ainsi contre les efforts du parti. Ses effectifs ne sont déjà pas si puissants que cela pour qu'elle puisse se permettre de transformer une victoire en défaite, et ses combattants en fuyards.

La grève prolongée était une impasse de laquelle les facteurs ne seraient sortis qu'à décimés, car la question des 10.800 ne leur est pas particulière, elle appartient à ce complexe problème des traitements des fonctionnaires dans leur ensemble. Outre que les facteurs SEULS dans la lutte n'auraient pas conservé longtemps la totalité de leurs troupes, ils auraient vu dressées contre eux les autres catégories de fonctionnaires, car nous retombons toujours dans ce fameux fardeau des 500 millions de crédit, et, dame ! chacun veut sa part.

Les facteurs n'ont pas fait le jeu du parti communiste, et c'est là une victoire du bon sens contre la démagogie.

Mais dans cette courte bataille de quelques jours, il y a un troisième vaincu à qui fut réservé un rôle peu reluisant. C'est la Fédération confédérée.

Le vendredi 31, l'équipe des imprimés de la Recette centrale arrêta pendant trois heures le travail. Le samedi matin, cette équipe se voit signifier sa suspension pendant un mois. Pour la remplacer le gouvernement s'avisait, ce fait est, à notre connaissance, sans précédent dans son genre, d'y envoyer la police. L'indignation ouvrière est à son comble. Le soir, tous les

facteurs se réunissent et, unanimement, confédérés, autonomes et unitaires décident d'envoyer une délégation auprès du sous-secrétaire d'Etat aux P. T. T. afin de protester. Cette délégation comprend trois unitaires, trois autonomes, trois confédérés. Après lui avoir fait faire antichambre presque toute la journée du lundi, la délégation est reçue fragmentairement — un unitaire, un confédéré, un autonome — par un sous-ordre qui lui déclare que M. Germain-Martin ne recevra la délégation qu'à la condition que l'unitaire en soit exclu. Avec un geste plein de dignité, l'autonome et le confédéré refusent catégoriquement de souscrire à une pareille condition et se retirent plutôt que d'être reçus sans leur camarade unitaire.

On sent bien là que ceux qui peinent sous le même harnais de misère savent s'entendre pour combattre l'ennemi commun et possèdent l'instinct de la dignité. Hélas ! il en est d'autres qui le possèdent très peu.

C'est ainsi que les fonctionnaires, syndiqués cette fois, de la Fédération confédérée des P. T. T. désavouèrent leurs adhérents d'avoir marché dans l'action et leur intimèrent l'ordre d'avoir à rester tranquilles.

Ne pouvant rester sur cette position négative, la Fédération confédérée envoya une délégation au sous-secrétaire d'Etat qui, elle, fut reçue. Que demanda-t-elle à M. Germain-Martin ? Elle lui demanda d'être indulgent et d'atténuer les sanctions !

On sait que nous n'avons pas l'habitude de bluffer. En bien ! au meeting de mardi soir, si nous n'avons pas vu des confédérés déchirer leur carte, nous les avons entendus tenir des propos sévères sur leur syndicat et leur fédération. Le prestige de ces organisations n'a rien gagné à cette grève, loin de là. On peut même dire que ce mouvement a mis en relief — ici, nous n'avons pas l'habitude de dire trahison quand nous ne le pensons pas — l'incapacité des organisations confédérées à percevoir le petit jeu auquel se livre le gouvernement, qui, en leur faisant bonne figure, mais bonne figure seulement, donne aux communistes l'argument indispensable pour les combattre. M. Poincaré agit par personne interposée : il se sert des communistes pour détruire les organisations confédérées. Cette besogne terminée, il saura, le moment venu, se débarrasser des communistes. Ceux qui ne savent pas voir cela, sont indignes d'être placés à la tête d'organisations ouvrières.

A. GUIGU.

LES VOLEURS

Durant des années d'illusion et d'apprentissage, longtemps encore après, le vol me semblait impardonnable violence et je me suis cru abaissé de serrer la main à un voleur. Mais, à l'usage de la vie, je me suis aperçu que les plus grands fripons sont épargnés par la vindicte des lois. Un pauvre diable de commis dérobe une pincée de pièces, il est condamné ; et son patron, commerçant notable, juge consulaire, ne cessera pendant vingt ans de grincer les dents, de se débarrasser des communistes. Ceux qui ne savent pas voir cela, sont indignes d'être placés à la tête d'organisations ouvrières.

Vient d'être réédité
L'ouvrage le plus complet
Le mieux documenté sur l'

Histoire de la Commune de 1871

par un communard :

LISSAGARAY

Plus de 600 pages de texte

Prix du volume : 25 fr. ; franco : 27 francs

Il réduisait ainsi les attributions du Consulat, visé par des hommes nouveaux, et réservait à des patriciens de vieille souche des magistratures d'un caractère vital.

La lutte pour les places engagée par la bourgeoisie dura plus d'un siècle. Cette lutte demeurait assez indécise, car les patriciens du Sénat tenaient bon.

La Plèbe, de son côté, s'apercevait qu'elle était trahie. Un patricien ayant osé prendre sa défense au Sénat, Manlius, souleva le courroux des tribuns et fut précipité du haut de la Roche Tarpeienne. Cette félonie enleva aux tribuns tout appui. Ils finirent par se rendre compte de ce détachement des masses qui les réduisait à l'impuissance, et ils modifièrent leur stratégie.

III

VICTOIRE DES TRIBUNS SUR LES PATRICIENS

En 376, le tribun Licinius Stolo, appuyé par tous ses collègues, présenta au Sénat une loi composite formée de trois parties distinctes : une loi agraire, une loi sur les dettes, une loi sur le partage du Consulat.

La loi agraire limitait à 500 jugères (125 hectares) l'étendue du domaine public, *ager publicus* et attribuait des concessions plus larges aux classes pauvres.

La loi sur les dettes déduisait du capital les sommes versées à titre d'intérêt et accordait des délais échelonnés pour les paiements.

La loi sur le partage du Consulat n'avait d'autre but que d'appeler la Bourgeoisie aux plus hautes magistratures de la République.

Cette loi, qui devait être votée en bloc, exigea dix ans d'efforts et d'agitation pour être acceptée par le Sénat. Le Sénat se montrait particulièrement intraitable sur le chapitre du

partage du Consulat. Il fit jouer la dictature, usa de tous les moyens possibles pour obtenir la disjonction, mais enfin il dut céder sous la menace d'une sédition générale de la Plèbe.

La loi agraire et la loi sur les dettes ne furent jamais appliquées. Licinius Stolo, le premier, parait-il, la transgressa. Ces lois n'avaient donc servi que d'appât pour les masses.

Ayant eu la main forcée, le Sénat entreprit une réaction. Les tribuns s'étaient adjoints des « édiles » chargés de la surveillance des marchés ; le patricien créa des « édiles curules », classés dans la magistrature à l'effet de neutraliser l'édilité plébéienne de source révolutionnaire et de l'absorber. Le Sénat institua, d'autre part, le poste de *prætor*, consul en sous-ordre chargé plus spécialement des choses de police et de justice, du « maintien de l'ordre ». Enfin, sur la proposition même d'un tribun de la plèbe, le Sénat interdisait aux « hommes nouveaux » de quitter des suffrages en dehors de la ville. Cette mesure était aux candidats plébéiens leur principal point d'appui qui était dans les campagnes. Ainsi donc, la loi licinienne, première tentative de réforme économique, avait fait fiasco, et la situation politique de la plèbe se trouvait amoindrie, diminuée par la faillite du Tribunat.

Dès lors, un nouvel esprit commença à s'affirmer dans la plèbe.

Les guerres étaient devenues plus nombreuses, plus lointaines, plus longues. Les appels d'hommes s'étaient fait plus fréquents. Le taux du cens prévu pour l'enrôlement dans la légion avait été abaissé. Les possesseurs d'un petit lopin ne se trouvaient plus exempts de servir. On les incorporait en masse.

Le hasard fit que ces légions composées de citoyens recrutés parmi les plus pauvres fussent

PROPOS
d'un PARIA.

« M. Louis Barthou ne se contente pas de vouloir supprimer la liberté de la presse par des moyens obliques, et de chercher à réduire au silence les journaux d'opposition. Il s'efforce encore sournoisement de se débarrasser, sous le prétexte fallacieux d'un intérêt national, de ceux qui l'attaquent. Il ne recule pas devant les procédés qui ont fait la triste célébrité d'un Constans et qui ont déshonoré ce politicien et ses émules devant l'Histoire. M. Louis Barthou en est arrivé à perdre toute mesure... »

Voilà qui est bien dit. Et, certainement, nous autres libéraux sommes contre tous ceux qui veulent empêcher une opinion de se manifester et en particulier contre l'actuel garde des « sots » Louis Barthou.

Mais, où la chose pourra vous sembler étonnante, c'est lorsque vous saurez que les lignes que je viens de vous citer sont extraites de la Liberté — canard bien mal nommé — et qu'elles sont écrites pour protester contre un « abus de pouvoir » commis contre ces amis de la liberté que sont ces petits messieurs de l'Action française.

Le ministre de la Justice a, en effet, envoyé une circulaire « confidentielle » qu'a publiée l'Action française tendant à inculper du délit d'espionnage les chefs des camelots du roi qui se sont permis de demander à leurs adhérents quelle était leur situation militaire.

De cela, la Liberté s'indigne. Accuser d'espionnage ceux qui, pendant la guerre, ont dénoncé tant d'espions, tous ces manigances de l'espionnage ! Voyons ce n'est pas sérieux.

Qu'on arrête en bloc les communistes qui eux, s'intéressent à des questions militaires, et les libéraux qui s'en tamponnent royale-ment le coquillard, passe encore. Ce sont là, pour le moins de mauvais Français qu'il convient de ne pas ménager.

Mais à englober dans les mêmes poursuites les « ennemis de la France » et les « ennemis de M. Barthou », voilà un scandale que le journal du notaire véreux ne saurait tolérer.

Et c'est là tout le fond de l'histoire. Ce sont les mêmes gens qui clament à tous les échos que le gouvernement manque de poigne, que la répression contre les ennemis du régime n'est pas assez accentuée, qui gueulent comme putois écorchés lorsqu'ils sont les victimes de ce même pouvoir.

Je n'éprouve pas bien entendu la moindre sympathie pour Barthou et ses juges, pas plus que je ne bée d'admiration devant la justice dite prolétarienne que rêvent d'établir les communistes et qui sera tout aussi boiteuse, mais je prétends que les fascistes de la Liberté et de l'Action Française sont bien mal fondés de se plaindre. Quand on sait en quel mépris ils tiennent la liberté des autres, quand on les voit se pâmer devant les méthodes qui ont fait la triste célébrité d'un Mussolini, quand on les a vu applaudir aux moyens « préventifs » d'un préfet de police agissant pour le compte d'un Tardieu, on ne peut, à la lecture de leurs protestations, même les plus virulentes, que hausser les épaules.

Il n'y a pas lieu, en tout cas, de les prendre trop au tragique. Les bourgeois ne se mangeront pas entre eux, quelles que soient leurs inimitiés personnelles. Ils seront tous d'accord, soyez-en certains, lorsqu'ils jugeront nécessaire d'empêcher les idées d'émancipation de se répandre, pour prendre les mesures les plus liberticides à l'égard de la presse ouvrière.

Assurez tout de même que ce serait assez divertissant de voir poursuivre pour « espionnage » l'exilé par persuasion qui joue les proscriptions après avoir été pendant la grande tourmente le roi des indicateurs de police.

Après tout, ce serait bien son tour !... — Pierre Mualdès.

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

DEVANT LA MENACE DE GUERRE

La guerre est à l'ordre du jour. Un peu partout, dans tous les pays, les chauvins et les gouvernants, les premiers par leurs gesticulations frénétiques, les seconds par leurs agissements savamment perpétrés, agitent son spectre hideux. Ce n'est jamais en vain que les uns et les autres manifestent leur activité néfaste. Quand les nationalistes poussent leurs hurlements forcés, quand les maîtres de l'heure préparent le « moral » du pays en réchauffant l'enthousiasme patriotique par des exhibitions à grand spectacle, on peut presque à coup sûr en déduire qu'il se trame des opérations suspectes dans les coulisses des ambassades, que s'élaborent de ténébreuses machinations dans les cabinets des ministres.

Oh ! sans doute, la guerre n'est pas à nos portes, le danger n'est pas immédiat. Mais la guerre rôde dans l'air, l'esprit de guerre prend corps chez les populations, la menace de guerre est suspendue sur nos têtes. Quand se transformera-t-elle en une sanglante réalité ? Nul ne saurait le dire. Au reste la question n'est que secondaire. Ce qui importe, ce qui est essentiel, c'est de bien se pénétrer de cela comme d'une certitude mathématique : à plus ou moins brève échéance, puisque les gouvernements la préparent, la guerre étendra le monde.

Tout le fait présager : course éperdue aux armements, budgets de guerre d'une ampleur jamais atteinte, campagnes de presse habilement dosées, mascarades patriotiques, agitation fébrile des chancelleries, etc.

Tel est bien l'avis du camarade G. Bastien qui, dans *Germinel*, dénonce dans ces prodromes la préparation universelle à l'abattoir :

Le vent, partout, souffle à la guerre, dit-il. On y prépare les esprits. On y prépare un matériel de plus en plus perfectionné.

La préparation à la guerre prochaine crève les yeux de quiconque veut regarder.

La comédie de Genève n'a servi qu'à masquer lesdits préparatifs.

Déjà, Genève et la Société des Nations font moins parler d'eux. Le pacifisme commence à n'être plus de mode. Les manifestations chauvinistes se multiplient. Les préparatifs de guerre sont poussés à l'extrême.

Je n'aime pas à jouer le rôle de prophète de malheur. Mais, vraiment, il faudrait être aveugle, sourd et idiot pour ne pas saisir que tous les gouvernements du monde préparent fiévreusement la guerre, et ne comptent plus que sur elle pour résoudre les questions embarrassantes qui se posent devant eux.

Avant dix ans, le cataclysme s'abattra sur l'humanité, si les peuples n'ont pas assez d'énergie pour faire comprendre à leurs dirigeants qu'ils ne marcheront pas.

Malheureusement, les peuples, ignorants, confiants et trompés par leurs maîtres et leurs jérômes de politique et de journalisme, non seulement ne croient pas au danger de guerre, n'y songent point, mais encore n'en mesurent pas toute l'étendue.

Leur ignorance pourrait être leur excuse. Mais même chez ceux qui savent, on découvre, non sans quelque surprise, cette même croyance au non-danger de guerre.

Ainsi, dans *Evolution*, la revue si intéressante dont le rôle aura été considérable pour établir les responsabilités bilatérales de la guerre 1914-1918. — M. Armand Charpentier pose la question de la possibilité d'une prochaine guerre et y répond catégoriquement par la négative. Cette conclusion est pour le moins étrange et son auteur la base sur une argumentation qui apparaît assez inattendue — tout au moins, semble-t-il, chez des personnalités qui étudient depuis des années les origines de la dernière guerre.

Cela tient, sans doute, au fait que ces personnalités se sont surtout livrées à leurs études exclusivement sur le plan diplomatique et politique en négligeant le côté économique du problème, mieux : en niant toute importance à celui-ci.

M. Armand Charpentier, d'ailleurs, ne balance pas à déclarer que les partis d'avant-garde s'abusent et se trompent quand ils sont dominés « par l'idée que les guerres sont l'œuvre du capitalisme ». Il range cette idée dans la catégorie des « vieilles grües métaphysiques » et se refuse à avaler cette « tartine à la crème ».

Nous ne parlons point cette appréciation. Que les hommes d'Etat et les diplomates jouent un rôle — souvent décisif — dans la préparation et le déclenchement d'une guerre, nul certes, ne pense sérieusement à le contester. Mais ces hommes ne sont que des instruments, que des agents d'exécution au service d'une force supérieure : le capital. Ceux d'entre eux qui résistent à ses injonctions sont impitoyablement brisés. Exemple M. Caillaux, puis aussi bien M. Armand Charpentier opposé son pacifisme et sa politique d'Agadir au chauvinisme et à la politique revancharde de Poincaré.

Non, la politique, la diplomatie, de même que les « grües métaphysiques » : patriotisme, défense nationale, qui sont censées les inspirer et qui ne sont que de mauvais prétextes ne suffisent point, seules, à créer le fait de la guerre. Au-dessus d'elles, il y a la cause primordiale de la guerre : le capitalisme. Supprimez le profit, du même coup vous supprimez la guerre. Hélas ! la lutte des capitalistes nationaux pour l'hégémonie est une réalité irréfragable et mondiale, et elle ne cessera qu'avec leur disparition définitive. Avec leur disparition seule la guerre disparaîtra.

M. André Charpentier croit, lui, qu'il suffit que les « grües métaphysiques » : patriotisme, défense nationale, qui sont censées les inspirer et qui ne sont que de mauvais prétextes ne suffisent point, seules, à créer le fait de la guerre. Au-dessus d'elles, il y a la cause primordiale de la guerre : le capitalisme. Supprimez le profit, du même coup vous supprimez la guerre. Hélas ! la lutte des capitalistes nationaux pour l'hégémonie est une réalité irréfragable et mondiale, et elle ne cessera qu'avec leur disparition définitive. Avec leur disparition seule la guerre disparaîtra.

La plus grande garantie de paix que nous ayons, écrit-il, réside dans la nouvelle technique de la guerre qui sera celle des gaz. Les foules ignorent encore — car la presse le leur cache soigneusement — ce que serait cette guerre. Mais les gouvernants le savent. Ils n'ignorent point qu'elle porterait non plus sur les armées combattantes, mais sur l'ensemble de la nation. Ils savent qu'elle serait l'extermination à peu près totale des populations civiles. Quelles que soient leurs ambitions personnelles, les chefs de gouvernement, connaissant les répercussions formidables de leur geste, hésiteront tout de même à déclencher la machine infernale.

Si les peuples ne devaient espérer qu'en cette magnanimité de leurs gouvernants pour échapper à la destruction totale, nul doute qu'ils courraient en ligne droite vers l'accomplissement de leur destin catastrophique. Qu'ils ne se laissent point de cette illusion sentimentale. La guerre est le Crime. Et les assassins ne sauraient s'emouvoir des proportions, même gigantesques, de leur forfait.

C'est des peuples, et des peuples seulement, que dépendent leur sécurité et leur vie. Et c'est aux révolutionnaires, et à eux seuls, qu'il appartient de débarrasser à jamais l'humanité du cauchemar hallucinant de la guerre.

Les perspectives d'horreur qu'ouvrent la guerre aérienne et la guerre chimique leur offrent précisément une occasion tragique de persuader aux peuples qu'ils ont cette fois à choisir entre une fin affreuse à laquelle nul n'échappera et la Révolution sociale, qui seule, en supprimant les causes de la guerre, en anéantissant pour toujours les effets meurtriers et leurs assurances une vie calme de travail, de bien-être et de paix.

LE LISEUR

Cercle d'Etudes et de Documentation

Le Cercle cesse ses conférences pendant les mois d'été et les reprendra en octobre prochain. La permanence reste ouverte tous les jeudis à partir de 20 h. 30, au siège, 48, rue Duhesme. Les camarades y trouveront à consulter de nombreuses revues de documentation politiques et économiques ainsi que les principaux bulletins d'information sur le mouvement ouvrier et anarchiste à travers le monde.

sacra fames, des drames qui ne le cèdent en rien en monstruosité et en horreur à celui que nous venons de mentionner.

Si la loi Génucia, après la loi Licinienne, se révéla stérile pour la plèbe misérable, la plèbe opulente obtint les sièges consulaires qu'elle convoitait et jusqu'à la censure. Tous les obstacles que les patriciens avaient suscités se trouvaient anéantis. Désormais, une seule classe, la nobilitas, allait régner. Mais le Sénat demeurait comme la citadelle irréductible du Patriciat. Il faudra encore un siècle de luttes soutenues par la plèbe pour permettre à la bourgeoisie d'avoir le Sénat à merci.

IV

LA CONQUÊTE DU SENAT. — L'APOGÉE

En dehors du Sénat qui se recrutait automatiquement par l'office de la censure, il existait une assemblée populaire : le *Comice centuriate* qui avait le pouvoir d'élire les magistrats et de voter des lois, et une assemblée plébéienne : le *concilium tributum* qui avait le pouvoir d'élire les tribuns et de voter des « plébiscites ».

L'assemblée centuriate comprenait cinq classes subdivisées en centuries. Les centuries étaient à la fois des unités votantes et des unités militaires. Les classes étaient établies d'après les biens immobiliers. La première classe comprenait à elle seule 98 centuries ; la seconde, la troisième et la quatrième en avaient 20 chacune ; la cinquième 30. Au-dessous de la cinquième classe existait une centurie unique composée de tous les citoyens dont l'avoir immobilier n'atteignait pas le cens requis pour la cinquième classe et qui s'appelaient les « prolétaires » ; au-dessous des « prolétaires »,

se trouvaient ceux qui ne donnaient à recenser que leur tête, les « capite censi ». Les centuries de la première classe étaient elles-mêmes hiérarchisées ; 18 d'entre elles, recrutées parmi les familles les plus riches et les plus nobles, servaient dans la cavalerie ; c'étaient les *centuries équestres*. Parmi ces 18 centuries, 6 étaient exclusivement réservées aux patriciens ; c'étaient les *centuries prérogatives* ; elles votaient en premier lieu.

Le système de votation voulait que le vote de chaque classe fût proclamé avant que commençât le vote de la classe suivante. La priorité des centuries prérogatives prenait la valeur d'un préjugé influençant le vote de la première classe. Après ce vote, le résultat pouvait être considéré comme acquis, car les autres classes totalisaient moins de centuries que la seule classe aristocratique. Les prolétaires et les capite censi ne jouaient naturellement aucun rôle.

L'assemblée centuriate se réunissait au « Champ de Mars », en dehors de la cité, avec déploiement d'appareil militaire. Il était interdit à l'armée de pénétrer dans l'enceinte sacrée de la ville. Cette interdiction fut toujours respectée jusqu'au jour où, la dictature militaire s'affirmant, le glaive prédomina sur la toge.

L'assemblée tribuite, elle, n'était pas hiérarchisée. L'unité votante : la tribu était une représentation territoriale. Pour en faire partie, il fallait posséder, ne fût-ce qu'un lopin de terre. Mais petits et gros propriétaires se trouvaient placés dans la tribu sur un pied d'égalité. Ceux qui ne possédaient qu'un avoir mobilier et les *capite censi* n'étaient pas inscrits dans la tribu ; ils ne participaient pas à la vie politique ; ils ne payaient pas l'impôt du sang.

(A suivre.)

TRIBUNE SYNDICALE

Le Congrès des Fonctionnaires⁽¹⁾

La soudure dans la confusion

Indépendamment de la question des traitements dont nous avons parlé la semaine dernière, le congrès de la fédération des fonctionnaires eut à s'occuper de l'adaptation de la structure de la fédération des syndicats de fonctionnaires à celle de la C. G. T. L'on sait que, lors de la scission syndicale, en 1922, la fédération des fonctionnaires quitta la C. G. T. pour se réfugier dans l'autonomie. Depuis, un rapprochement s'est produit entre la vieille C. G. T. et la fédération des fonctionnaires au point que cette dernière a réintégré — du moins en principe — l'ancienne maison. Pratiquement, pour rendre effective cette adhésion, il faut déterminer sous quelles formes seront admis les syndicats de fonctionnaires dans la Confédération générale ; car en effet la fédération des fonctionnaires est une sorte de confédération particulière, que la C. G. T. ne peut admettre telle que dans son sein. La question est d'importance au point que — un compromis n'ayant pu intervenir — le bureau confédéral a préféré laisser le soin de la trancher définitivement par le prochain congrès national qui se tiendra en septembre à Paris. Aussi bien nous laisserons de côté aujourd'hui la question de savoir quelle forme d'organisation sera la plus avantageuse du point de vue de l'intérêt du mouvement syndical, nous prometant d'y revenir, soit à la veille, soit au cours du congrès confédéral.

Mais, à la faveur du débat qui s'est institué sur cette question de la structure fédérale, et de la motion qui l'a clôturé il nous est donné d'apercevoir la pénible confusion dans laquelle va s'opérer la soudure entre les fonctionnaires de l'Etat et les autres travailleurs dans la Confédération. Au fond, quand le bureau confédéral s'en remet à la décision du congrès pour définir les conditions de la rentrée des fonctionnaires dans la C. G. T., c'est pour s'éviter une attitude par trop irréductible vis-à-vis des militants de la Fédération des Fonctionnaires. Le congrès statuant, le bureau est déchargé. Mais on se gardera bien de mettre entre les mains des délégués tous les éléments du problème qu'ils auront à résoudre. Seuls, les éléments d'ordre matériel leur seront soumis, c'est-à-dire ce qui concerne la forme d'organisation.

On a laissé et on laissera dans l'ombre — jusqu'au jour où les événements aidant, ils se révéleront par des conflits intérieurs tragiques — les buts respectifs de ceux qui forment la C. G. T. et de ceux qui vont y entrer. Le congrès, fasciné par cet appoint numérique considérable, ouvrira toutes grandes les portes de la grande famille ouvrière sans réfléchir que rien n'est supérieur à de nettes et franches explications qui excluent pour l'avenir toute marque de faiblesse.

Reconnaissons ici que, si les fonctionnaires se trompent, c'est de bonne foi, et nous avons déjà dit comment leur formation et leur milieu les y prédisposent. Mais les militants ouvriers placés à la tête des grandes organisations ouvrières avaient pour devoir de les éclairer sur ce qu'est véritablement le syndicalisme ouvrier. A ne pas le faire, ils ont failli à leur tâche et porteront la responsabilité des complications à venir.

C'est avec sincérité et dans l'intention de ne tromper personne que le congrès des fonctionnaires, dans la motion que nous avons signalée plus haut, s'affirme « soucieux d'opposer, de plus en plus efficace, l'union des travailleurs conscients de leur dignité comme de leur volonté d'émancipation » de la même manière qu'il renouvelle « l'expression de son profond attachement à la classe ouvrière organisée dans la C. G. T. » et proclame « son vif désir de collaborer activement avec elle à la réalisation des buts corporatifs et sociaux du syndicalisme ». Il reste à définir ce que sont l'émancipation du travail et les buts sociaux du syndicalisme sur lesquels les fonctionnaires se déclarent d'accord avec le reste du monde ouvrier. C'est justement dans cette définition, ou plutôt à cause de l'absence de définition exacte — d'un côté du moins — que se crée la confusion.

Lorsque le congrès eut adopté une résolution qui se terminait par ces termes : « ... loin de comporter un quelconque danger pour les prérogatives de l'Etat, le syndicalisme en général, celui des fonctionnaires en particulier, représente, au contraire, dans l'Etat, un facteur de progrès et d'équilibre pouvant contribuer à adapter aux nécessités modernes les méthodes de l'administration et le fonctionnement des institutions démocratiques », et qui caractérisait admirablement bien le stade d'évolution sociale des fonctionnaires, aucune voix autorisée ne s'est levée pour dire : « Camarades, vous vous trompez ! Permettez-nous, en vous apportant les résultats de notre expérience de vous éviter le long et douloureux calvaire des échecs et des déceptions. »

Dans le trouble de l'après-guerre, des hommes, d'horizons politiques parfois très différents, à l'esprit anxieux sur l'avenir des sociétés humaines, inquiétés du développement du capitalisme et des conséquences qu'il entraîne, ont vu dans le syndicalisme — force nouvelle — le moyen d'équilibrer les différents courants de la société et d'en assurer la solidarité de tous les membres. Ils ont considéré le syndicalisme comme un système, un règlement, conçu ou rédigé par les hommes. Et leurs moyens de propagande furent si puissants, le trouble des esprits si grand que leur conception a trouvé crédit jusqu'au point de vous, camarades, fonctionnaires.

Imprégnés de cette conception du syndicalisme, convaincus que « le syndicalisme est un facteur d'équilibre pour l'Etat », vous entendez le placer dans ses cadres afin d'en améliorer les rouages et le fonctionnement. Laissez-nous vous dire que, justement, parce qu'il n'est ni un règlement ni un système, le syndicalisme, pour se développer et être lui-même, requiert

un milieu et des conditions particulières qu'il ne trouve pas plus dans l'Etat qu'il ne les trouve dans le patronat, à la disparition duquel il vise.

« Pourquoi ne trouve-t-il pas dans l'Etat ce milieu et ces conditions particulières ? Parce que, d'abord et avant tout, dans leur essence, le syndicalisme et l'Etat sont antithétiques. Ensuite, parce que n'étant pas une doctrine abstraite résultant de spéculations métaphysiques, mais la théorie de l'action ouvrière, le syndicalisme ne peut aucunement se prêter à des créations artificielles. »

« Le syndicalisme est l'antithèse de l'Etat en ce sens qu'il est l'élaboration d'un monde nouveau, avec ses institutions propres, ses règles de vie nouvelles, sa morale et son droit. Dans son action quotidienne contre le patronat, la classe ouvrière a continuellement rencontré entre elle et lui, et contre elle, l'Etat. Ce fait a amené la classe ouvrière à considérer, dans sa théorie — toujours tirée de son action — que si le capitalisme était l'expression économique du patronat, l'Etat en était l'expression politique. Aussi, loin de fortifier la puissance de l'Etat, le syndicalisme tend-il au contraire à l'affaiblir en le vidant de ses attributions essentielles pour enrichir les organisations prolétariennes en voie de formation, de la même façon qu'il vise à affaiblir l'autorité patronale au sein de l'usine par le contrôle ouvrier. Pour la classe ouvrière, cet affaiblissement du capitalisme et de l'Etat — deux expressions d'une même chose — constitue une des étapes vers le travail libre dans une société libre, aboutissant du syndicalisme. »

« Pas plus que le syndicalisme ne renouvellera l'Etat, la démocratie politique ne réalisera le syndicalisme. Et là encore, camarades fonctionnaires, au moment où, dans votre pensée, vous semblez confondre dans une même chose le syndicalisme et la démocratie politique, laissez-nous vous faire part de notre expérience, bien douloureuse dans ce domaine particulier. »

« Les travailleurs ont longtemps considéré la démocratie politique comme l'idéal social parfait, et la meilleure preuve de leur conviction, ce sont les multiples révolutions qu'ils firent pour son triomphe. Mais, à la pratique, ils s'aperçurent que les bases mêmes de la démocratie politique sont fausses et ils aboutirent à un renversement des valeurs dans lequel le syndicalisme puise son origine. »

« La démocratie prend pour base l'homme considéré comme citoyen, c'est-à-dire dépouillé de ses qualités et de ses fonctions sociales. Pour elle, tous les hommes sont égaux en droits, qu'ils participent ou non à la vie sociale, qu'ils soient parasites ou travailleurs. De ce principe, il découle que quiconque possède la puissance économique détient la puissance politique. Par conséquent, dépossédés de la moindre parcelle de puissance économique par le capitalisme, les droits des travailleurs sont illusoires et ne peuvent que rester tels du fait même de la nature de la démocratie. »

« Aussi bien le syndicalisme oppose-t-il à l'homme-citoyen de la démocratie politique, l'homme producteur. A l'entité fuyante, la réalité vivante. On a coutume de dire que le syndicalisme est basé sur le travail, ce n'est vrai que pour autant qu'on saisit l'importance de ce renversement des valeurs. »

« Si dans la société tous les hommes sont citoyens, tous ne sont pas producteurs et par là le syndicalisme, en apparence moins généreux que la démocratie qui les accorde à tous, limite les droits de chacun en fonctions de son utilité sociale. Par surcroît, au règne de l'incompétence et de l'irresponsabilité, il substitue celui du savoir et de la responsabilité. »

« Est-ce à dire que le syndicalisme combatte la démocratie ? Non. Nullement, et la classe ouvrière ne s'y trompe pas lorsqu'elle défend à l'Etat la démocratie dans la mesure où elle lui assure la liberté de critique et d'évolution. Mais il la dépasse et par là il s'en distingue. »

« Nous comprenons votre erreur, camarades fonctionnaires, et nous en connaissons les causes. Outre que vous n'avez pas connu les luttes de vos camarades de l'industrie, vous appartenez à un corps artificiel qui se trouve en dehors de la production et qui est absolument parasitaire. Aussi, éprouvez-vous quelques difficultés à saisir dans sa plénitude notre syndicalisme qui prend pour base le producteur. Permettez-nous de vous le faire comprendre dans un intérêt mutuel. »

Voilà ce qu'une voix autorisée aurait dû faire entendre au congrès des fonctionnaires si elle eût eu le sentiment de sa classe. Elle ne s'est point élevée dans ce congrès. Et ce silence peut être lourd de conséquences pour l'avenir du monde ouvrier. Comprenez-l'on enfin dans les cellules vivantes de la C. G. T. que si un nivellement est utile entre les fonctionnaires et les ouvriers dans la confédération, qu'au moins celui-ci se fasse par en haut et non par en bas, ou, pour être plus clair, que les ouvriers hissent les fonctionnaires jusqu'à leur compréhension du syndicalisme ?

Soudure en pleine clarté ? Oui ! Soudure en pleine confusion ? Jamais !

A. GUIGUI.

C. G. T. S. R.

La Commission administrative confédérale se réunira ce soir, vendredi, à 20 h. 30. Lieu habituel.

L'ordre du jour étant très important, la présence de tous les membres est indispensable.

Réunion de la Commission de Contrôle confédérale, mardi 11 juin à 20 h. 30. Lieu habituel.

DANS LE S.U.B.

Ce soir vendredi, 7 juin, à 18 heures, réunion de la Commission de contrôle, bureau 10, 4^e étage.

Réunions de sections suivantes : Dimanche 9 juin, à 9 heures du matin : Maçonnerie Pierre-Démolisseurs : salle des commissions, 4^e étage, Bourse du Travail.

Paveurs et aides, Bourse du Travail. Briquetiers, fumistes industriels, Bourse du Travail.

Charpentiers en bois, Bourse du Travail, Mardi 11 juin, à 18 heures

Ménisiers. — Salle de commission, 3^e étage, Bourse du Travail.

Serruriers. — Construction métallique, salle de commission, 4^e étage, Bourse du Travail.

Mercredi 12 juin, 18 heures

Carrelleurs-faïenciers. — Salle de commission, 4^e étage, Bourse du Travail.

Peintres. — Bourse du Travail.

Litt Jules. — dimanche 23 juin, Andrieux.

Permanence du dimanche

Dimanche 9 juin : Ganin ; dimanche 16 juin :

UNION LOCALE DE LA GIRONDE

Métallistes ! — Soyez tous présents à notre réunion qui aura lieu le 9 juin 1929, à 11 heures, bureau 23, Bourse du Travail.

Ordre du jour

Programme de la 3^e G. G. T. : propagande à faire en Gironde ; reconstitution du syndicat.

Richard Jules est spécialement convoqué.

L'U.D.

Comité intercorporatif. — Tous les travailleurs adhérents à notre comité intercorporatif sont priés d'assister à la grande réunion qui aura lieu le dimanche 9 juin 1929, bureau 16, à 11 heures.

Ordre du jour

1^o Programme de notre 3^e G.G.T. ; 2^o Propagande, etc., etc.

Adhésions, cotisations. L'U.D.

Coffreurs. — Réunion du conseil syndical, le mercredi 12 juin 1929. Présence indispensable de tous.

Ordre du jour

1^o Propagande dans les quartiers de Bordeaux ; 2^o Rapports moral et financier ; 3^o Adhésions, cotisations. Pour l'U.D. : Fermis.

IMPRESSIIONS de TOURNÉE

(Suite et Fin)

Après avoir battu presque tout le Midi, je suis revenu par l'Ouest.

Limoges devait organiser une réunion. Les copains de là-bas n'ont pas voulu, je ne sais trop pourquoi. Pourtant la pratique de l'embrassade générale de tous les anarchistes n'aurait pu qu'y gagner et l'on ne peut me reprocher d'avoir excité la passion des tendances.

Me rendant d'Agén au Mans, et obligé de coucher à Tours, j'ai essayé, le mardi soir, d'aller voir à la réunion du groupe, annoncée ce jour-là. Malheureusement, je n'y ai vu personne.

Au Mans, le mercredi 29 mai, cent cinquante personnes à la réunion, qui se passe très bien, mais un bolcheviste du cru, Turnel, vient répéter les sempiternels boniments de ses papiers : « tout ce que vous dites c'est très beau, mais il faut la dictature, la dictature, la dictature. »

Je réponds : il re-répond, et je dois écourter une deuxième réplique pour permettre à un démocrate chrétien de parler. Ce qu'il tente de faire, mais la salle se vide pendant qu'il parle. Il paraît qu'on ne veut plus l'entendre au Mans.

Pas beaucoup de camarades au Mans. C'est un coin à travailler.

A TRELAZE, le lendemain jeudi 30 mai. Il y a lock-out à la fabrique des allumettes. Les lock-outés ne se dérangent pas. 70 auditeurs, tous sympathisants. Pas de contradiction.

A ANGERS, le vendredi 31 mai. Une petite centaine d'auditeurs. L'afficheur qui a les meilleurs emplacements a renvoyé les affiches aux organisateurs, disant que dans ses contrats de publicité, il lui était interdit de coller des affiches contre la religion.

Il avait collé la semaine d'avant celles de la réunion de Colomer.

Ceci pour montrer sans doute que la propagande de Colomer gêne moins la bourgeoisie que celle de Bastien.

Et puis, Angers était en fête, un ministre était venu inaugurer la Foire-Exposition. Il y avait concert dans le jardin public, et la soirée était douce. Toutes circonstances pour qu'une réunion réussisse très mal.

Pas de contradiction.

A GIEN, le samedi 1^{er} juin. A l'exception de Chazoff, aucun orateur anarchiste n'y est venu depuis longtemps, et c'est un brave camarade qui organise tout seul, à ses frais.

A 8 h. 1/2 du soir, un curé était devant la porte, comme un planton, rassemblant la jeunesse de son patronage et des bigots de l'endroit. En tout, une soixantaine de catholiques entrent tous ensemble dans la salle.

Les ouvriers venus écouter étaient en nombre à peu près égal. L'auditoire était divisé : moitié de catholiques et moitié d'anticatholiques. C'est plus intéressant de causer dans de telles conditions. On parle au moins à des non-convertis.

A mon avis, le curé a mal fait d'emmener ses ouailles, surtout les jeunes. Il y ont entendu des choses contre Dieu, la religion et l'Eglise qui les feront réfléchir.

Un avoué du pays, qui a relevé tout ce que j'ai dit, et qui est le porte-parole des catholiques, vient nous infliger une cinquantaine de questions ou contradictions. Il n'en finit plus, et comme on doit vider les lieux, à minuit, il faut lui dire d'abréger au bout d'une heure. On l'applaudit d'un côté, on le siffle de l'autre.

Je réponds le mieux que je peux dans le court laps de temps qui me reste. Et c'est à minuit, au chant de l'Internationale, entonné par 70 ou 80 ouvriers, que se termine la réunion et que j'achève ma tournée de propagande.

La réunion fut belle et portera ses fruits, je l'espère. J'ai reçu beaucoup de marques de sympathie, et l'on m'a invité à revenir.

Dans l'ensemble, les auditoires devant qui j'ai parlé pendant ces 31 réunions, a atteint ou dépassé 20.000 personnes.

Beaucoup de localités neuves ou presque neuves pour notre propagande ont été touchées. Certains coins qui n'avaient jamais entendu d'anarchistes ont appris à les connaître, un peu.

Remarque générale : c'est dans les villes, et surtout dans les grandes villes, que les auditoires sont assez maigres.

Les bourgeois donnent mieux, certaines ont fourni jusqu'à un cinquième de leur population.

Pour terminer, je souhaite à tous les organisateurs et tout spécialement à la Fédération du Midi de continuer leur bonne propagande.

Un mouvement en vif, je le répète, que par une agitation intense.

G. BASTIEN.

LA VIE DE L'UNION

Note du Trésorier de l'U.A.C.R.

Certains groupes de notre organisation sont en retard pour le versement de leur cotisation. Nous leur faisons un pressant appel pour que le plus tôt possible ils versent les sommes dues à notre caisse de propagande.

Tous les groupes doivent aussi participer, selon leur disponibilité financière, au rétablissement des finances de notre U.A.C.R.

Notre caisse a été lourdement atteinte, par les récentes campagnes qui ont été menées, particulièrement par la campagne anti-électorale. Il ne faut pas que notre action soit entravée par le manque d'argent surtout à une époque de fascisme comme la nôtre, où les batailles se multiplient et s'annoncent encore plus nombreuses pour l'avenir.

Nos groupes se feront donc un devoir de faire un effort supplémentaire pour le plus grand bien de notre propagande et de l'activité de l'U. A. C. R.

Adressez les fonds à J. Ribeyron, trésorier de l'U.A.C.R., 72, rue des Prairies, Paris.

Comité de l'U.A.C. : Lundi prochain à 20 heures 30, local habituel.

PARIS-BANLIEUE

Fédération parisienne : Pour donner suite à la décision de notre dernière assemblée générale, une réunion des militants aura lieu le vendredi 14 juin à 20 h. 30, Maison des Syndiqués, 163, boulevard de l'Hôpital.

Ordre du jour : Notre attitude vis-à-vis des manifestations publiques.

Les camarades absents à la dernière assemblée seront présents car les décisions à prendre seront d'une grande importance pour notre mouvement. Le secrétaire : Pierre Odéon.

Ecole du propagandiste. — Une école de propagandistes a été créée par la Fédération parisienne. Elle a pour but de former des orateurs populaires, qui feront connaître les théories anarchistes-communistes.

Les camarades adhérents aux groupes de la région parisienne, désireux de se documenter ne manqueront pas d'assister aux cours qui ont lieu tous les mercredis et vendredis, de chaque semaine, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies.

Groupe des 5^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Tous les mardis à 20 h. 30, Réunion du Groupe, Maison Barret, 10, rue de l'Arbalète (5^e). Les lecteurs du « Libertaire » sont cordialement invités.

Groupe du 15^e. — Réunion vendredi 7 à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Groupe des 17^e et 18^e. — Les camarades prendront bonne note qu'à partir de la semaine prochaine le groupe se réunira le jeudi au lieu du mardi, toutes les semaines à 20 h. 30 et au local habituel, salle de l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e).

Jeudi prochain, 13 juin, discussion sur les assurances sociales. Invitation aux sympathisants.

Groupe régional de Bezons. — Le 15 juin, réunion de tous les copains à la conférence Bernard, à Carrières-sur-Seine. Le lieu de la conférence sera indiqué dans le prochain numéro par le syndicat intercorporatif de Carrières.

Groupe régional de Drancy-Bobigny-Le Bourget. — Tous les camarades, ayant reçu la convocation, se feront un devoir d'assister à notre réunion. En cas d'oubli, s'adresser au secrétaire, qui fera le nécessaire. Nous comptons sur tous.

Livry-Gargan. — Réunion du groupe le samedi 8 juin, à 21 heures, salle Coulon, route de Paris.

Groupe Libertaire de St-Denis. — Réunion du groupe, vendredi 7 juin, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 4, rue Suger. Discussion sur l'assemblée des militants ; Ecole du propagandiste. Bibliothèque.

Lezignan. — Les amis et sympathisants de Lezignan et environs pourront se procurer « Le Libertaire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libertaire ».

Groupe de Pénzans. — Le groupe de Pénzans, se réunit tous les dimanches matin, rue Anatole-France, n° 4, au fond de la cour. Librairie Journaux. Appel à tous les sympathisants.

Comité de Défense Sociale de Marseille.

Bourse du Travail, salle 6, Marseille.

P.S. — Les camarades désireux de venir en aide à Tonelli ainsi qu'à sa compagne adressent à L. Faure, même adresse.

Jean Marestan

L'EDUCATION SEXUELLE

Revue et corrigée

Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

12 francs - franco rec. 13 fr. 25

Communications Diverses

Libre Pensée-Action Sociale de Paris. — Réunion publique mensuelle samedi 8 juin, à 20 h. 30, au Foyer Végétalien, 40, rue Mathis (métro Cramieu).

Marseille. — Tous les camarades sont priés d'assister à la Balade champêtre, dimanche 16 juin. Pour tous renseignements, s'adresser aux camarades italiens, tous les soirs de 18 h. 30 à 19 h. 30, salle 6, Bourse du Travail.

Groupe Espérantiste ouvrier. — Lundi 10 juin 1929, à 20 h. 30, réunion du groupe espérantiste, Bourse du Travail, Salle des Commissions, 2^e étage.

Kito Puché prié de voyager en Nord-Afrique.

Le groupe de Lyon se réunit tous les mardis et vendredis à 20 h. 30, salle Sacco-Vanzetti, 171, rue Duguesclin.

Tous les dimanches matin de 10 heures à 12 heures permanence pour entraide, solidarité, journaux, bibliothèque, librairie, remise de l'encyclopédie Anarchiste aux camarades abonnés au groupe.

Le groupe peut remettre aux camarades tous les livres, brochures, journaux édités par notre mouvement.

Il fait appel à tous les copains qui désirent apporter leur collaboration effective à la diffusion des idées.

Le groupe compte sur la bonne volonté de tous pour pouvoir envisager et mettre en pratique l'organisation rationnelle de nos prochaines conférences éducatives.

Pour organiser la propagande, pour diffuser les journaux de la presse anarchiste, les brochures, camarades et sympathisants, le groupe a besoin de votre aide.

Un service régulier de librairie vient d'être établi et fonctionne tous les dimanches matins pour permettre aux copains de se procurer tous les volumes qui les intéressent.

Pour le Groupe de Lyon, J. Lamure.

PETITE CORRESPONDANCE

Suz. Kropf. — Souvenirs du bain, épuisé.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : E. DELOBEL

Imprimerie spéciale du Libertaire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.